

pas simplement les propos de l'opposition qui doivent servir à jauger le succès du budget. Le ministre, par mégarde, j'en suis certain, a arrêté un objectif et un critère qui vont servir à évaluer son budget. En écoutant *Canada AM* ce matin, j'ai appris que le dollar avait baissé à nouveau et j'ai compris alors qu'une fois encore, les normes fixées par le gouvernement lui-même en ce qui concerne la situation du dollar canadien révélaient l'échec du budget et l'incompétence du gouvernement.

Il faut peut-être attribuer à l'inexpérience du ministre le fait qu'il ait adopté cette ligne de conduite et ait lié son propre sort à ce très net indice dont il escomptait la hausse et que les Canadiens seraient en mesure de surveiller. Il y a deux semaines, le ministre des Finances (M. Wilson) nous disait qu'il présenterait un budget dur pour les Canadiens afin de rétablir la confiance, de faire grimper à nouveau la valeur du dollar et, par conséquent, de réduire les taux d'intérêt.

Le ministre est un homme honnête et sincère, mais en raison du peu d'autorité dont il jouit, il ne pourra malheureusement pas s'en tirer. Tandis que le dollar dégringole et que le monde financier international continue à exercer des pressions, le ministre continue à la Chambre à citer des éditoriaux et à lire des lettres du CEQIN, mais, impitoyablement, comme une bombe à retardement, la crédibilité de son budget s'effrite de jour en jour. La dévaluation du dollar à 69c. est imputable au gouvernement lui-même qui non seulement a dit à la Chambre que la réaction du dollar serait le critère à surveiller, mais en outre n'a pas réussi à comprendre les principes économiques les plus fondamentaux qui sont en jeu dans notre société.

Le gouvernement estime que la réduction du déficit est une sorte de Saint-Graal qu'il faut rechercher à n'importe quel prix, aux dépens même du bon sens économique, de l'équité et des coûts énormes que les Canadiens devront assumer durant les cinq prochaines années par suite de ce budget.

● (1150)

Cela fait à peu près un an et demi qu'un groupe de travail a parcouru le pays pour demander aux Canadiens ce que, à leur avis, il faudrait faire pour relancer l'économie, ce qui s'imposait certes après la gestion catastrophique du gouvernement précédent. Nous avons demandé aux Canadiens d'évaluer les réalisations du gouvernement du point de vue économique au cours de sa première année de mandat. Comme je tiens à ne pas troubler ici aujourd'hui la conscience des pauvres et malheureux ministériels de l'arrière-ban, je ne citerai pas textuellement certaines des observations malveillantes que d'aucuns ont écrit dans la marge. Toutefois, je me permets de signaler très clairement que 94 p. 100 des Canadiens interrogés au cours de la dernière année ont déclaré sans équivoque que le gouvernement s'en était tiré soit de façon très médiocre, pour les plus charitables, soit de façon extraordinairement médiocre, pour les moins charitables, lorsqu'il s'est agi de réduire le chômage, d'aplanir les inégalités régionales et sexuelles, et de réformer la fiscalité. Il y a eu quelques bons

Le budget—M. Langdon

points pour la consultation mais, même là, la grande majorité des gens ont dit que le gouvernement prétendait consulter mais qu'il n'écoutait pas. Quant à fournir de bonnes possibilités aux jeunes, le gouvernement aurait encore là échoué lamentablement.

Nous avons demandé à ces personnes quelles étaient leurs priorités, ce qu'elles souhaiteraient que le gouvernement mette dans ce budget. Quelque 90 p. 100 ont répondu que l'objectif premier devait être la réduction du chômage. Le gouvernement se targue d'avoir créé, dit-il, 580,000 emplois. Je dis que ce sont les Canadiens qui ont créé ces 580,000 emplois. Nous avons toujours un taux de chômage de 9.8 p. 100. Je ne peux pas croire qu'il y ait un seul député à la Chambre qui trouve cela acceptable. C'est mieux qu'avant, mais ce n'est tout bonnement pas acceptable. Ce chiffre de 9.8 p. 100 représente une perte de productivité, de la misère et des espoirs quasiment perdus pour beaucoup de jeunes.

Pourtant, ce n'est pas là l'objectif que le gouvernement visait dans son nouveau budget. Il était plutôt à la poursuite de son Saint-Graal, le déficit. Les réponses que nous avons obtenues ont montré très clairement que, des six objectifs clés que le gouvernement aurait pu viser, la réduction du déficit était de beaucoup la moins importante de toutes pour la grande majorité des répondants. Ce n'est pas que ceux-ci ne comprennent pas que le déficit doit diminuer. Bien sûr qu'il doit diminuer. Ce n'est pas qu'ils ne comprennent pas que nous devons cesser d'accumuler d'énormes dettes pour nos enfants. Ils comprennent cela. Toutefois, ils comprennent aussi que la seule façon d'y parvenir, c'est de redonner du travail aux chômeurs, de ramener le taux de chômage à 6, 5, ou même 4 p. 100, pour que nous cessions de gaspiller des milliards de dollars à payer des gens à ne rien faire. Voilà ce qu'il faut faire, et il faut le faire autrement qu'en augmentant les impôts de \$400 par famille en moyenne.

Je ne sais ce qu'ont fait les autres députés de l'opposition, mais je sais que j'ai consacré la dernière fin de semaine à parler à des douzaines de personnes de ma circonscription. Je leur ai parlé au téléphone, à des assemblées communautaires et à des réunions mondaines. Leur unique réaction au budget a été la suivante: «Ils nous sont encore tombés dessus. Ils s'en sont pris encore une fois aux catégories moyennes. Ils nous font payer encore une fois la facture de leurs échecs». Un petit homme d'affaires m'a dit que pour les petites entreprises, cela allait avoir comme résultat de tarir la demande de leurs produits. La femme qui comptait sur la reprise économique pour avoir un emploi n'en trouvera pas, à cause de la baisse de consommation que cette rapacité fiscale va provoquer. L'équipe au pouvoir avait promis que le gouvernement laisserait la paix aux gens. Au contraire, il s'en va escroquer l'argent des gens d'un bout à l'autre du pays. L'impact économique ne va pas être drôle. Je le dis à regret. Je ne voulais pas d'un budget qui détruit encore plus la crédibilité économique du ministre des Finances, mais c'est ce qui se produit.